

Quel renouvellement possible de l'articulation entre matérialisme et idéalisme ? *

Sophie Heine

Docteure en science politique, chargée de recherche du FNRS, membre du CEVIPOL (Centre d'étude de la vie politique) de l'Université libre de Bruxelles, chercheure invitée à l'Université d'Oxford, département de politique et des relations internationales

Dépasser tout déterminisme

Quand on s'interroge sur les redéfinitions possibles de l'approche du changement social à gauche, un premier impératif devrait être de récuser toute forme de déterminisme. Il s'agit – à la suite des post-structuralistes – de s'opposer au déterminisme qui a longtemps caractérisé les courants socialistes et communistes attachés pendant toute une partie de leur histoire à l'idée selon laquelle le passage à une société meilleure allait avant tout découler de l'évolution des forces de production. Mais il faut aussi contester le déterminisme qui imprègne les courants néolibéraux, selon lesquels les contraintes économiques du marché, de plus en plus mondial, réduisent au minimum la liberté de choix des politiques. Contre une telle approche, la gauche se doit au contraire de réhabiliter le principe de la liberté des acteurs sociaux de construire leur propre histoire. L'expérience a assez montré qu'il n'y a aucune certitude dans l'histoire des sociétés humaines et que le capitalisme n'est ni forcément voué à s'effondrer de lui-même ni voué à inéluctablement s'étendre et s'imposer au monde entier. Les acteurs politiques ont un pouvoir d'action sur le réel s'ils décident de l'utiliser. Ainsi, la période sociale-keynésienne de l'après-

* Ce texte reprend une partie d'un article qui a été intégralement publié dans la revue *Mouvement*. Une version plus développée vient de paraître en anglais dans la revue académique *Journal of Political Ideologies*, sous le titre « Social Change in Progressive political thought: analysis and propositions » <http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13569317.2012.716629>

guerre a montré la possibilité d'amender le capitalisme de marché dans un sens plus social. De même, les libéralisations et les dérégulations qui sont devenues notre réalité courante sont le fruit de choix politiques effectués dans les années 1970 et 1980 et non de forces économiques naturelles. Par ailleurs, l'insistance sur l'« *agency* » (la liberté des agents) doit pousser à soutenir les diverses formes d'action contestant le système actuel et lui opposant des alternatives, même à petite échelle.

Toutefois, une fois rappelée l'importance de la liberté humaine dans l'histoire, il faut tout de suite nuancer le propos en ajoutant que celle-ci s'exerce dans le cadre de certaines contraintes de nature plus structurelle, parmi lesquelles les rapports socio-économiques jouent un rôle fondamental. C'est la crise des années 1970 qui a fourni aux partisans du néolibéralisme un argument imparable pour remettre en cause l'arrangement fordiste et keynésien : celui-ci ne semblait plus adapté à de nouvelles contraintes économiques. L'échec de la relance mitterrandienne de 1981, s'inspirant des recettes keynésiennes et socialistes classiques, a achevé de convaincre ceux qui ne l'étaient pas encore que ces mesures étaient dépassées. Bien entendu, le passage à un mode de gestion de l'économie basée sur les préceptes économiques libéraux n'était pas l'unique réponse à cette crise, mais cette dernière, en tant qu'elle révélait certaines failles du système existant, a fourni un argument de choc à ceux qui voulaient s'en débarrasser.

D'une autre manière, la crise financière de 2008 devrait nous conforter dans l'idée que les marges d'action politiques sont restreintes par le cadre économique plus général. En effet, la crise récente est venue contredire la réputation quasi incontestée dont semblait jouir les recettes économiques libérales et a remis à l'ordre du jour, le temps du sauvetage du secteur bancaire en tout cas, certains principes keynésiens qui avaient été relégués aux oubliettes de l'histoire tant dans les gouvernements que dans les universités.

Ainsi, les évolutions économiques ont un impact sur les critiques et sur les alternatives possibles mais sans les déterminer de manière mécaniste. L'action sociale et politique reste décisive et celle-ci ne peut se passer d'idéologies permettant de susciter une mobilisation de la majorité sociale.

Le rôle de l'idéologie

L'idéologie joue un rôle fondamental dans l'accomplissement ou non de progrès sociaux car c'est avant tout à travers elle que se déroule la lutte des classes. C'est seulement en gagnant le combat idéologique qu'un acteur social ou une coalition d'acteurs peuvent espérer arriver au pouvoir et mettre en œuvre leur projet. Étant donné le poids des contraintes socio-économiques, cependant, il faut souligner que l'idéologie dominante est rarement dans l'intérêt des groupes sociaux défavorisés par le système économique mais tend

plutôt à défendre les intérêts des classes dominantes. Les courants qui aspirent à changer cet état de fait doivent donc parvenir à articuler une idéologie à la fois critique et prescriptive pour susciter une mobilisation leur permettant de conquérir le pouvoir ¹.

Insister sur le rôle essentiel de l'idéologie ne signifie donc pas nécessairement adopter une position idéaliste. Les positions idéalistes classiques à gauche tendent à attribuer un pouvoir de changement social propre aux idées. Elles négligent de la sorte les rapports de force existants et le fait, en particulier, que tous les groupes sociaux n'ont pas le même pouvoir de diffusion et de promotion de leurs idées ² (cf. http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html, 1983, p. 142 et 147). Les idées finissant par s'imposer dans la société sont celles portées par le (ou les) groupe(s) qui ont le plus d'influence politique et économique. Mais cette influence est rarement incontestée et la remise en question des positions dominantes est précisément ce qui caractérise la lutte sociale. On peut donc conserver de la position marxiste et socialiste classique cette conscience de l'importance de la lutte de classe pour expliquer les évolutions sociales. De nombreux exemples historiques plaident en ce sens. Ainsi, les systèmes sociaux ne se seraient jamais imposés dans la plupart des pays européens sans des combats acharnés des syndicats et des partis socialistes et communistes. Et c'est également le reflux des idéologies progressistes et des mobilisations qui a facilité la remise en question de tels systèmes sociaux à partir des années 1980. De même, alors qu'aujourd'hui le contexte économique permettrait de justifier des politiques de socialisation et de redistribution beaucoup plus importantes que celles menées ces trente dernières années, l'un des principaux obstacles à la mise en œuvre de telles mesures réside avant tout dans l'absence de projet politique clair plaçant en ce sens. Un tel projet serait pourtant nécessaire pour mobiliser les citoyens et permettre un changement profond de politique. Ce qui distingue la position adoptée ici des approches idéalistes classiques, c'est donc l'insistance sur le contexte économique comme cadre d'opportunités, et sur la lutte de classes et en particulier sur la mobilisation des groupes défavorisés par le système comme moteur du changement. L'idéologie doit servir à faciliter cette mobilisation et, en ce sens, constitue un élément essentiel du changement social.

Valeurs et intérêts dans la mobilisation

Lorsqu'on insiste sur le rôle de l'idéologie comme moteur des mobilisations sociales, il est important de distinguer en son sein les dimensions cognitive et axiologique. On voudrait ici plaider pour une défense de la dimension cognitive de l'idéologie. Dans une idéologie, il y a en effet à la fois une part d'analyse de la société actuelle et de recommandations sur ce qu'il faudrait mettre

à la place, avant tout basées sur des considérations rationnelles, et une part davantage liée à la promotion de certaines valeurs, reposant sur un fond plus émotionnel voire spirituel. Historiquement, les approches idéalistes ont eu tendance à privilégier la seconde dimension, en insistant sur des valeurs telles que la solidarité, la coopération, l'entraide...³ Et c'est encore aujourd'hui le cas de nombreux courants ou intellectuels, plus ou moins radicaux, qui considèrent qu'un changement social d'ampleur ne peut que résulter de la promotion de références éthiques ou morales progressistes⁴. L'idéalisme éthique imbibant de telles approches apparaît dans la croyance selon laquelle c'est avant tout la promotion de valeurs et de vertus de solidarité qui permettra de réaliser une société plus juste. On voudrait ici mettre l'accent sur une interprétation différente de la dimension idéelle de la lutte sociale : l'antagonisme entre groupes sociaux se traduit par des projets de société différents, reflétant non seulement des idéaux différents, mais aussi et surtout des intérêts opposés.

C'est en effet en ce sens que l'on est face aujourd'hui à un déficit d'idéologie progressiste : on ne trouve pas de vision progressiste générale permettant à la fois de clarifier la manière dont les intérêts de la majorité de la population sont lésés par le système actuel et de tracer un projet alternatif à même de mieux représenter ces intérêts. Cet aspect prescriptif ne peut s'en tenir, comme c'est souvent le cas aujourd'hui dans les discours de gauche, ni à critiquer les injustices existantes ni à aligner un catalogue de réformes sociales. Il doit inclure des réformes plus structurelles, touchant au système économique dans son ensemble, et englober celles-ci dans un projet de société plus large. Pour cela, il est nécessaire d'élaborer des principes plus généraux permettant de synthétiser et simplifier le projet en question. C'est en ce sens que l'on a pu parler par le passé d'idéologie communiste, anarchiste, sociale-démocrate ou libérale. La dimension des valeurs est également présente dans toute idéologie et, pour la gauche, celles-ci sont en général des variations sur le thème de la justice, de l'égalité ou de la liberté. Toutefois, il ne semble pas que les valeurs soient l'élément le plus problématique dans les mobilisations sociales. Les intérêts semblent jouer un rôle tout aussi fondamental, voire plus.

Cependant, il peut être utile d'aller au-delà de la notion d'intérêts qui domine dans la littérature sur les mouvements sociaux. Celle-ci s'attache en effet beaucoup à analyser les intérêts des acteurs individuels, que ceux-ci désignent les militants ou les *leaders* de mouvements ou les organisations elles-mêmes⁵. On peut en effet identifier des intérêts de pouvoir ou de ressources permettant d'expliquer certains comportements des organisations politiques ou sociales. Mais ce qui fait souvent défaut dans cette littérature c'est la prise en compte des intérêts des groupes sociaux que les organisations de gauche visent à représenter, ainsi que l'idéologie comme élément permettant

d'articuler ces intérêts plus larges. Les idées et les valeurs, dans les écrits sur la mobilisation, sont en effet souvent perçues comme de simples outils utilisés à des fins stratégiques par les organisations pour réaliser leurs objectifs ⁶. Il nous semble au contraire essentiel d'aborder ces dernières comme des tentatives de construire des projets de société permettant de refléter à la fois les valeurs et les intérêts des groupes sociaux que les mouvements de gauche aspirent à représenter.

Par ailleurs, si l'on se mobilise à la fois par idéal et par intérêt, il semble que ce soit la deuxième dimension qui soit la plus difficile à activer. En effet, les individus font grève, manifestent, s'engagent dans un parti, un syndicat ou une association, non seulement parce qu'ils croient aux idéaux de solidarité et veulent que leurs semblables vivent mieux, mais aussi parce qu'ils pensent que cela correspond à leurs intérêts ⁷. Or, on peut soutenir que les valeurs de solidarité, de justice, de coopération, d'entraide, etc., sont inscrites de manière naturelle dans le cœur des hommes ⁸, mais il est plus ardu de susciter chez un ou des groupes sociaux une conscience de ses intérêts collectifs, notamment à cause de la prégnance d'idéologies dominantes permettant d'occulter ceux-ci.

L'insistance sur les intérêts comme moteurs de la lutte sociale et, donc, de la mobilisation sociale, typique de l'approche marxiste, devrait donc être sauvée. Avec néanmoins deux nuances. Tout d'abord, comme on l'a dit, cette notion doit désigner tant les intérêts d'un groupe social particulier que de ceux des individus appartenant à ce groupe. Il est en effet essentiel que les individus se sentent eux-mêmes directement touchés dans leurs intérêts pour qu'ils s'engagent dans une mobilisation d'ampleur et dans la durée. Mais il faut également qu'ils établissent une relation entre leur intérêt individuel et un intérêt de type plus collectif. Tout l'enjeu pour les organisations de gauche est d'arriver à faire le lien entre ces intérêts individuels et les intérêts de groupes sociaux majoritaires, en explicitant la manière dont seuls une mobilisation collective et un changement de société peuvent permettre de garantir la satisfaction des intérêts des individus. Par ailleurs, une deuxième inflexion importante à apporter à la conception marxiste classique concerne la définition même des intérêts qu'il s'agit de défendre. Au-delà d'une perspective strictement matérialiste, il est essentiel d'élargir la notion d'intérêts à des éléments d'ordre plutôt post-matérialistes, qui reflètent la variété des besoins humains ⁹. Les individus ne se mobilisent pas uniquement dans le but d'améliorer leur sort matériel (revenus, emplois, santé, environnement sain...) mais aussi pour avoir accès à des biens et des ressources de nature plus immatériels (éducation, culture...). Cette complexité de la notion d'intérêts doit se refléter dans l'idéologie promue.

On se refuse ici à insister sur les valeurs comme moteur de l'idéologie, non seulement parce que cela ne semble pas être l'élément le plus important pour

susciter des mobilisations, mais aussi parce que cela peut se révéler dangereux et contre-productif. Si ces valeurs mettent l'accent sur l'identité collective par exemple à travers une idéologie nationaliste, un danger est que celle-ci soit récupérée pour dissimuler les conflits sociaux traversant cette nation – et ce, même si ce n'est pas l'intention de départ ¹⁰. En outre, l'idée de l'existence d'une communauté culturelle peut aussi facilement mener à des dérives exclusivistes, certains groupes finissant par être présentés comme exogènes à la communauté de référence, ce qui permet de justifier certaines restrictions de droits à l'égard de ces groupes ou, pire, de nouvelles formes d'oppression ou d'exclusion ¹¹. Leur association avec un projet de gauche n'immunise en effet nullement les nationalismes et les communautarismes contre pareils dangers et instrumentalisation. Par ailleurs, même quand les valeurs promues ne sont pas identitaires, les mettre au cœur d'une idéologie progressiste peut se révéler pernicieux. Faisant appel aux sentiments, les valeurs et les idéaux peuvent aisément être manipulés afin de défendre des intérêts minoritaires ou de justifier la mise en place de nouvelles dominations. De plus, considérer que les institutions politiques doivent reposer sur certaines valeurs supérieures peut aussi mener à des dangers perfectionnistes s'opposant à la liberté individuelle. Une telle approche peut en effet justifier l'inculcation par le haut – par la culture ou l'éducation par exemple – de certaines valeurs afin de construire des citoyens « vertueux ». Il suffit de penser à la manière dont les principes de laïcité et de république sont utilisés en France comme des valeurs suprêmes devant être inculquées aux citoyens à l'école par opposition à d'autres valeurs culturelles ou religieuses – l'interdiction du foulard islamique dans les écoles a notamment pour objectif de permettre un meilleur enseignement de ces valeurs ¹².

Dès lors, si toute idéologie de gauche comprend nécessairement des idéaux et des valeurs et si ceux-ci jouent certainement un rôle dans la mobilisation permettant le changement social, la priorité aujourd'hui paraît davantage être de viser une conformité de ces idéaux avec les intérêts de la majorité des membres de la société. On ne peut exposer ici en détail des concepts qui pourraient satisfaire cet impératif. On peut seulement évoquer brièvement l'idéal de liberté individuelle comme possible cœur d'une idéologie de gauche en phase avec les intérêts de la majorité des individus ¹³. Dans un contexte d'individualisation des esprits et des modes de vie, il semble en effet vain de vouloir fonder la gauche uniquement sur des principes de solidarité. Certes, l'action collective est un préalable à toute politique progressiste mais celle-ci devrait être un moyen plus qu'une fin. Et surtout, pour la mettre en mouvement, il est nécessaire d'avoir un projet faisant écho à l'intérêt individuel de chacun. Un projet fondé sur la notion de liberté individuelle pourrait remplir cette fonction. Une grande partie des individus aspire en effet aujourd'hui à ce que l'autonomie et la liberté qu'on leur vante tant, deviennent réalité. Plutôt que de vouer aux gémo-

nies les notions d'autonomie et d'épanouissement individuels, la gauche devrait plutôt se réapproprier ces concepts en les articulant aux changements collectifs nécessaires pour mettre en œuvre une liberté individuelle réelle.

Conclusions provisoires

L'objectif de cet article était d'ouvrir des pistes de redéfinition de l'approche stratégique pour la gauche. Après un bref rappel des grandes conceptions du changement social qui ont prévalu historiquement dans la gauche modérée et plus contestataire, on a esquissé une nouvelle tentative de dépasser l'opposition classique entre matérialisme et idéalisme. On a ici seulement tracé les linéaments d'une telle conception, qui requerrait sans aucun doute de substantiels approfondissements. Cette perspective retient des approches matérialistes classiques le rôle central accordé aux structures économiques pour rendre compte des évolutions historiques à travers leur impact sur la distribution du pouvoir et des ressources. Cependant, contre le déterminisme qui a longtemps caractérisé toute une partie de la gauche, on a affirmé le principe de la liberté des acteurs sociaux d'orienter l'histoire. Cette influence se fait essentiellement au travers d'une lutte entre des projets politiques portés par des groupes sociaux aux intérêts antagoniques, combat donc avant tout de nature idéologique. Toutefois, contrairement aux approches idéalistes classiques, on a défini l'idéologie en insistant avant tout sur sa dimension cognitive plutôt qu'axiologique. L'idéologie a été définie comme un projet politique permettant d'articuler intérêts individuels et collectifs en mettant en évidence les formes de domination régnant dans la société actuelle et en traçant une voie vers la construction d'une société alternative. Les valeurs et les idéaux sont certes présents dans toute idéologie de gauche, mais ceux-ci doivent avant tout servir à éclairer les intérêts de la majorité de la population et à esquisser les principes directeurs d'une société qui les satisferait davantage. Une telle approche permet d'éviter plusieurs écueils caractérisant les courants de gauche actuels. Contre le défaitisme de la gauche de gouvernement, qui a cédé au déterminisme néolibéral, il s'agit de redonner confiance en la possibilité d'une action pour plus de justice sociale. Contre la fixation contestataire et le flou idéologique de la gauche radicale, une telle perspective doit favoriser l'élaboration d'un projet alternatif clair et convaincant. Et contre le relativisme de la gauche post-structuraliste, elle doit permettre de dépasser l'éparpillement des luttes en réhabilitant la recherche de principes idéologiques communs. En définitive, une articulation renouvelée du matérialisme et de l'idéalisme doit redonner de la force non seulement à la critique sociale mais aussi à la création d'alternatives cohérentes et mobilisatrices. ■

Notes

- 1) Jean-Marc Piotte, *La pensée politique de Gramsci*, Édition électronique, coll. « Les classiques des sciences sociales », Éditions Parti-Paris, Montréal, http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html, 1970 ; François Ricci (recueil), *Gramsci dans le texte*, Éditions sociales, Paris, 1977, p. 193 et 208.
- 2) André Tosel, *Antonio Gramsci : Textes*, Édition électronique à partir du livre d'André Tosel, *Gramsci, Textes (1917-1934)*, Paris, Éditions sociales, coll. « Les classiques des sciences sociales », 1975.
- 3) Benoît Malon, *Précis historique, théorique et pratique de socialisme*, 1892, Alcan, extrait dans « Que penser de Marx aujourd'hui », *Revue du Mauss*, N° 34, 2009 ; Pierre Kropotkine, *La morale anarchiste*, Paris, Fayard, coll. « 1 001 nuits, 2004 [1889].
- 4) Jean-Claude Michéa, *La double pensée. Retour sur la question libérale*, Flammarion, Paris, 2008, p. 229-230 ; Jacques Généreux, *La Dissociété*, Paris, Le Seuil, coll. « Point Essais » 2007, p. 443-444.
- 5) John D. Mc Carthy, Mayer Nathan Zald, « Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, n° 6, 1977.
- 6) David A. Snow, E. Burke Rocheford Jr., Steven K. Worden, Robert D. Benford, « Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation », *American Sociological Review*, 51 (4), 1986.
- 7) Plusieurs auteurs, tels que Nancy Fraser, Charles Tilly ou Sidney Tarrow, ont insisté sur le fait que la plupart des mouvements sociaux combinent la croyance en certaines valeurs et la défense d'intérêts.
- 8) Jean Jaurès, « La justice dans l'humanité », Conférence faite en 1902, dans *Jaurès, 1922, op. cit.*, p. 228-229.
- 9) Abraham Maslow a montré dans sa pyramide que la satisfaction des besoins de base faisait place à d'autres besoins plus élaborés : Abraham Maslow, *Motivation and Personality*, Harper, New York, 1954. [NDLR : Réédité en 1970 ; publié en français sous le titre *Devenir le meilleur de soi-même : besoins fondamentaux, motivation et personnalité*, Paris, Eyrolles, coll. « Éditions d'organisation », 2008, 384 p.]
- 10) Il s'agit de la critique marxiste classique contre le nationalisme : Karl Marx et Friedrich Engels, *Selected Correspondence*, Progress Publishers, Moscow, 1965, p. 236-237, cité dans Michael Löwy, *Patries ou planète. Nationalismes et internationalismes de Marx à nos jours*, Lausanne, Page Deux, coll. « Cahiers libres », 1977, 158 p.
- 11) Henri Tajfel, « Social Psychology of Intergroup Relations », *Annual Review of Psychology*, 33, 1982.
- 12) Sophie Heine, « Te Hijab Controversy and French Republicanism : Critical Analysis and Propositions », *French Politics*, 7 (2), 2009.
- 13) J'expose plus longuement cette proposition dans *Oser penser à gauche. Pour un réformisme radical*, Aden, Bruxelles, 2010.